

## **Les écosolies**

Journées d'études et de mobilisation  
de l'économie sociale et solidaire

**Créer et développer des activités  
et des emplois**

**29 et 30 mars 2007**

# L'audace des entrepreneurs sociaux : nouvel indicateur de l'état d'une société ?

## Conférence et débat avec Sylvain Allemand, co-auteur du livre *L'audace des entrepreneurs sociaux : concilier efficacité économique et innovation sociale*.

Après le « moral des ménages » ou « l'indice de confiance des chefs d'entreprise », l'audace des entrepreneurs sociaux serait-elle le nouvel indicateur de l'état de la société ? C'est par cette boutade plus sérieuse qu'il n'y paraît qu'Hervé Gouil, l'animateur des débats, entame les journées d'études des 29 et 30 mars 2007 de l'association écosolies.

Sidérés par l'image médiocre et uniforme de l'entreprise dans l'esprit du grand public, Sylvain Allemand et Virginie Seghers, co-auteurs du livre, sont partis en quête de ces entrepreneurs « alter », dont certains s'interrogent d'ailleurs sur le label d'entrepreneur social dont on les qualifie. C'est la « naïveté méthodologique » qui a présidé aux rencontres entre le journaliste et les entrepreneurs, les promoteurs ou les observateurs de l'économie sociale. Dans cet échantillon non représentatif, Sylvain Allemand fait remarquer l'extrême diversité des parcours, la sur-représentation des travailleurs sociaux, « touchants » lorsqu'ils évoquent leur première confrontation avec l'exigence d'efficacité économique, enfin la nouvelle génération de diplômés d'écoles de commerce qui refusent de vouer leur carrière au profit et cherchent à concilier business et valeurs de solidarité.

## Bousculer des représentations

L'émergence de la figure de l'entrepreneur social a le mérite de renouveler la représentation de l'entreprise, en pointant le fait que toute entreprise naît de l'idée d'un entrepreneur, de sa prise de risques, de sa tentative pour l'incarner. Ce qui démarque l'entreprise sociale est le pari de concilier efficacité économique et satisfaction d'une question d'intérêt général. Un pari qui génère une « *tension intéressante, gérée avec plus ou moins de bonheur ou de facilité* ». Et de citer la réflexion de Jean-Pierre Clair, directeur d'AIL 46, reconnaissant par exemple qu'il ne pouvait plus recruter « à l'affectif », sur simple recommandation d'un ami. Bernard Gagnet, conseiller général du canton de Saint-Herblain Est, note que le mot « entreprise » reste connoté péjorativement (associé à lucratif) tandis qu'« entreprendre » a un objet, assemble une équipe et permet d'intégrer des personnes en difficultés. À condition, souligne Sylvain Allemand, de se doter d'outils managériaux, leurs effets dépendant de l'usage qui en est fait. La conduite des entretiens annuels, par exemple, est une piste d'amélioration pour intégrer le projet individuel des salariés dans le projet global. Jean-Michel Quéguiner, fondateur de Bretagne Atelier qui emploie 500 handicapés sur 710 salariés, incarne bien l'idée de faire vivre une communauté dans l'entreprise.

## Ce n'est pas le statut mais l'innovation qui fait l'entreprise sociale

De la valorisation de l'entrepreneur social à l'héroïsation, le pas est vite franchi. Un courant incarné par exemple par Laurent de Cherisey, cofondateur de Reporters d'espoir (association de journalistes qui « valorise l'information porteuse de solutions »). Cette approche peut cependant négliger la notion d'équipe. Or l'entrepreneur n'est pas toujours à même d'assurer la pérennité ou l'essaimage de son entreprise, d'où l'intérêt des structures d'accompagnement, d'où la nécessité d'entretenir la flamme. « *Ce qui fait l'entreprise sociale est l'intention de son créateur, le statut pouvant apporter une garantie de pérennité*, souligne Sylvain Allemand. *Pour autant, les observateurs de l'ESS le rappellent comme un leitmotiv : le statut ne fait pas l'entreprise sociale.* » Impossible de se satisfaire du statut : la demande sociale évolue et les entreprises sociales doivent évoluer en permanence. « *Ce n'est pas moi qui vous fais la leçon* », prévient Sylvain Allemand, citant l'entretien « *édifiant* » avec Gérard Andreck, président de la Macif, qui dénonce l'immobilisme de certaines structures. Or, « *le mérite de l'entrepreneur social est d'insinuer dans notre esprit que l'entreprise peut être moteur d'innovations non seulement techniques mais aussi sociales.* » Pour Frédéric Gay, président de l'association Etymon (Toulouse), l'entrepreneur social n'est pas un donneur de leçons mais un aiguillon, notamment pour l'État – autre entrepreneur social. Reste à définir à quel niveau se situe l'innovation sociale. Pour Sylvain Allemand,

## Compte - Rendu des Journées d'Etudes et de Mobilisation de l'ESS

réalisé par Sophie Daguin avec l'appui d'Hervé Gouil

l'innovation peut porter aussi bien sur l'objet de l'entreprise (investir un marché délaissé) que sur son organisation. Elle peut aussi être imperceptible lorsqu'elle consiste à articuler des logiques pré-existantes, comme l'a fait Jean-Guy Henckel, créateur du réseau Cocagne (structure d'insertion en maraîchage biologique).

### « J'ai découvert le territoire »

Le territoire : rien de tel pour aider des acteurs qui s'ignorent à travailler ensemble. Une notion que Sylvain Allemand ne s'attendait visiblement pas à rencontrer de manière aussi forte au cours de son enquête. Le territoire est un facilitateur de coopération, ou de « coopétition », dont la prégnance est « *telle que les acteurs n'en parlent même pas* ». Jean-Philippe Magnen, élu de Nantes Métropole, témoigne que cette prégnance s'est construite progressivement par la volonté des militants de l'économie sociale. La démarche engagée depuis 2001 a permis aux acteurs d'apprendre à se connaître, de construire des indicateurs sur le territoire et un cadre commun pour éviter les sphères d'influence. « *L'économie sociale et solidaire interroge l'activité, la façon dont on la développe sur un territoire. L'urgence est de revenir à la pleine activité, plutôt qu'au plein emploi.* » André Terrien, gérant de L'Ouvre-Boîtes 44 (coopérative d'activités et d'emploi) souligne que la question cruciale de l'emploi qui intéresse particulièrement les politiques dissimule celle du travail : pourquoi et comment on travaille. L'innovation apportée par les CAE est d'offrir un cadre pour concilier la multidimensionnalité de l'individu, qui peut être à la fois père ou mère de famille, entrepreneur et salarié.

Au terme du débat, Henry Noguès, enseignant à l'Université de Nantes, invite à la prudence dans l'emploi du terme « entrepreneur social ». S'il met en avant la volonté qui a présidé à la création de l'entreprise, il masque le pluralisme des formes et des motifs d'entreprendre.

Quoi qu'il en soit, la conclusion de cette première séquence s'impose d'elle-même : de l'audace, toujours de l'audace !

# Banlieues créatives : 150 actions dans les quartiers

## Conférence et débat avec Anne Dhoquois, auteur de Banlieues créatives en France (éditions Autrement)

Le point de départ de ce livre : une réflexion sur le métier de journaliste, entamée par Anne Dhoquois il y a plus de dix ans et qui avait motivé son engagement dans Place publique, le site des initiatives citoyennes ([www.placepublique.com](http://www.placepublique.com)). Pour elle, la posture classique du journaliste (objective et critique) « *confine parfois à la négation* », à la mise en exergue des problèmes et jamais des solutions. Anne Dhoquois revendique le droit à « *la subjectivité honnête* », à la valorisation plutôt qu'à la critique, à des coups de cœur assumés.

### Montrer la banlieue sous un autre angle

Yann-Patrick Bazire (radio Ethic) interroge Anne Dhoquois sur l'espoir de créer une dynamique dans les quartiers, sur la perspective d'un engagement de « journaliste public » pour porter des revendications de citoyens. Pour Anne Dhoquois, l'engagement consiste à mettre en valeur la société civile dans l'exercice de son métier de journaliste. Une prise de conscience est nécessaire. « *Localement, il se passe des choses, mais le regard national est déformant. Des générations sont sacrifiées.* » Ce guide se veut aussi un outil de travail à l'intention de ses confrères, pour leur montrer la banlieue sous un autre angle. Un état d'esprit partagé par l'association nantaise Quais de la mémoire, signale David Coirier (service Enfance-jeunesse à la mairie de Nantes), qui publie le guide *Joli même* sur le parcours de 20 jeunes.

### De l'informel à l'institutionnel, une palette d'initiatives

C'est le mot « médiation » qui semble contenir le plus grand vivier d'activités dans les banlieues. « *Ce dont meurent beaucoup de quartiers est l'absence de dialogue* », explique Anne Dhoquois. Chacune à leur façon, des initiatives contribuent à rétablir ce dialogue : l'association pour le développement de l'emploi par les métiers nouveaux à Lille ([ademn.org](http://ademn.org)), les 130 régies de quartier de France, le collectif d'associations Reso-Asso-Metro à Lille (animation « de l'art aux fenêtres »)... Ces initiatives spontanées entrent parfois en interaction avec des politiques publiques, comme la démarche adultes-relais inventé par l'association Schebba à Marseille et dont la politique de la ville s'est ensuite emparée. Avec des conséquences pour les bénévoles de la structure, dont les compétences humaines reconnues se heurtent parfois aux critères restreints des dispositifs de professionnalisation.

### Pérennisation de l'emploi

Les banlieues ont un potentiel énorme de création de services et d'activités. Il n'est pas rare que des associations se créent pour répondre à un besoin particulier (par exemple une épicerie sociale) et deviennent des couveuses pour de nouvelles associations dont elles ont généré l'activité. Toute association a donc un potentiel de création d'emplois. Oui, mais comment les pérenniser ? interroge Marie-Am Sao (Tak-après). Une question à laquelle Anne Dhoquois n'a pas la réponse. La pérennisation n'est pas toujours possible, du fait du turn-over propre aux associations et donc de la déperdition de savoir-faire.

### Zones urbaines sensibles

Dominique Maillard, responsable de l'économie sociale à la Ville de Grenoble, témoigne du succès de la politique locale volontariste visant à favoriser la création d'emplois de l'ESS dans une zone sensible : 20 % de créations d'emploi et 10 % d'entreprises supplémentaires, 1 200 emplois-jeunes pérennisés. Thierry Gabard, qui se définit comme « pluriactif en milieu rural », met en opposition le désœuvrement des banlieues avec le manque de main-d'œuvre en milieu rural. Il suggère l'émergence d'un nouveau « compagnonnage » pour accueillir des jeunes en milieu rural. Or, le souhait des habitants de la banlieue, estime Colette Barbelivien (association Cultiv'art, Nantes), n'est pas d'être déracinés mais de vivre correctement là où ils sont. C'est l'esprit de

## Compte - Rendu des Journées d'Etudes et de Mobilisation de l'ESS

réalisé par Sophie Daguin avec l'appui d'Hervé Gouil

Cultiv'art : animer une démarche de mixité.

Sylvain Allemand pense qu'une entreprise s'installant en banlieue, qu'elle relève ou pas de l'ESS, « *ne peut pas faire autrement qu'entreprendre autrement, tout simplement parce qu'elle suscite l'espoir* ». Les entreprises comprennent rapidement l'intérêt de travailler avec les associations sur le territoire. Et de citer le cas d'un dirigeant d'une entreprise de nanotechnologies, implantée dans un quartier à Nîmes, qui s'est pris au jeu au point de devenir... travailleur social. Et si l'efficacité des ZUS (zones urbaines sensibles) reste à démontrer, celle des ZFU (zones franches urbaines) est prouvée pour peu que la politique locale s'empare de cet outil. Anne Dhoquois ajoute qu'il faut rendre hommage à certains maires de banlieues. Le manifeste « Villes et banlieues » ([www.ville-et-banlieue.org](http://www.ville-et-banlieue.org)) lancé par quelques maires lors du démarrage de la campagne pour l'élection présidentielle a été insuffisamment relayé.

### Capitalisation des expériences individuelles

Serge Danielou (Boutiques de gestion) s'interroge sur la capitalisation et la modélisation. Comment reproduire ce qui fonctionne, comment capitaliser des initiatives personnelles ? Anne Dhoquois témoigne que la modélisation est difficile. Les personnes préfèrent créer une structure pour incarner leurs valeurs plutôt que de reproduire ou d'entrer dans une forme existante. De plus la déperdition d'énergie et de savoir-faire est considérable. Le livre d'Anne Dhoquois se veut un guide dont la vocation est de créer des passerelles entre les banlieues, entre toutes ces initiatives. Les quartiers ont des leçons à donner. « *J'adore aller dans les quartiers, pour leur tension, leur vitalité, leur don, leur énergie positive comme négative.* » Et la suite ? « *Je suis preneuse de vos expériences, de vos initiatives* ». Le grand livre de l'innovation sociale ne demande qu'à s'enrichir de nouveaux chapitres.

# Le manifeste de l'économie solidaire

## Table ronde autour de Claude Alphanféry, président du Conseil national de l'insertion par l'activité économique, président d'honneur de France Active.

Pourquoi un manifeste de l'économie solidaire aujourd'hui ? « *Parce que nous voulons braquer le projecteur sur ces entreprises du "tiers secteur", à cheval entre économie de marché et économie administrée, qui répondent à des besoins pressants de la population ignorée par le capitalisme financier* » assène Claude Alphanféry. Or la précarité, l'insatisfaction des besoins sont des freins au développement. L'économie solidaire doit donc prendre une dimension nouvelle.

Les tentatives publiques pour parer au chômage massif, à la précarité, à l'exclusion, sont entravées par la pensée libérale qui les prétend coûteuses. Or, une étude menée en Pays de la Loire en 2005 sur les entreprises d'insertion par l'activité économique montre que les recettes fiscales générées sont supérieures de 4,5 millions d'euros au montant des aides publiques, sans compter les coûts évités. En revanche, l'étude a montré aussi combien ces entreprises sont fragiles, dispersées et leurs expériences non capitalisées. L'ESS n'est pas coûteuse mais au contraire préventive de coûts et n'est pas moins productive : elle l'est autrement. Elle est apte à restaurer la confiance et le goût d'entreprendre.

Le manifeste est donc un appel à créer un réseau dense d'activités économiques solidaires pour répondre aux besoins et donner une visibilité à ce secteur. « *C'est un effort ambitieux, un défi majeur, un vrai projet de société* » s'exclame Claude Alphanféry. Auquel nous sommes tous conviés à participer : entrepreneurs et promoteurs de l'ESS, syndicalistes, salariés épargnants, élus des collectivités... Tour de table.

### Pourquoi ont-ils (ou pas) signé ?

La volonté de Nantes Métropole, expose Patrick Rimbart (vice-président), est d'accompagner durablement les activités solidaires et d'impulser de nouveaux projets. La collectivité consacre 4,6 millions d'euros par an à la direction de l'emploi qui comprend entre autre l'insertion par l'activité économique et permet de financer les structures qui répondent à un vrai besoin social mais aussi les réseaux qui leur permettent de se professionnaliser. Nantes Métropole vient de se doter d'une aide à maîtrise d'ouvrage pour rédiger des marchés avec des clauses d'insertion. « *Ce manifeste vient nous épauler pour populariser ces initiatives. Bravo et merci pour ce qu'il va produire !* »

Signataire du manifeste, le Fondes Pays de la Loire (représenté par Grégoire Delrue) est une structure d'accompagnement pour la consolidation professionnelle et financière des entreprises. Elle a accompagné 80 entreprises et 200 emplois créés en 2006, la plupart hors centre-ville. Sollicitée pour être signataire, la CRES a engagé un débat interne préalable car, explique Jacques Stern, à première vue le manifeste n'associait pas suffisamment l'économie sociale et l'économie solidaire. Pourtant les structures de l'économie sociale (les mutuelles, les coopératives, les associations) ont la solidarité chevillée au cœur de leur projet. L'ESS représente 13 % des emplois sur la région. La CRES devrait finalement soutenir ce manifeste qui vient marquer une volonté commune de s'imposer dans le champ politique.

Deux syndicats, la CGT et la CFDT, ont signé le manifeste. Un ralliement marquant après des années d'observation, voire de défiance envers l'ESS. Serge Blaonec explique : « *La CGT est en pleine réflexion sur l'économie solidaire, qui est un terrain complémentaire au nôtre pour répondre aux besoins des salariés. Nous avons la volonté de nous engager mais nous sommes en premier lieu preneurs de débat. Par ailleurs, nous avons aussi vocation à organiser les salariés de ce secteur.* » Pour Chantal Richard, de la CFDT, « *le manifeste nous interpelle sur les sujets qui sont au cœur de notre action : emploi, démocratie, insertion, solidarité.* » Les syndicats sont appelés à agir par le biais de l'épargne salariale et de la représentativité des employés. C'est pourquoi la CFDT, la CGT, la CFE-CGC et la CFTC ont créé le CIES (comité intersyndical de l'épargne salariale) en 2002 dont l'objectif est de donner des avis pour diriger l'épargne salariale.

Les écosolies auront à se prononcer sur leur soutien. Le sujet sera débattu par les

**Compte - Rendu des Journées d'Etudes et de Mobilisation de l'ESS**  
réalisé par Sophie Daguin avec l'appui d'Hervé Guil

administrateurs, au nombre de 30, dont certains sont déjà signataires au titre de leur structure. Pour Annie Léveiller, coprésidente des écosolies et présidente d'Animation rurale 44, la réponse ne fait pas de doute : les écosolies doivent être signataires, comme le sera l'association Animation rurale 44.

Jean-Philippe Magnen intervient au titre de vice-président du Réseau des territoires pour une économie solidaire (signataire). RTEs est un réseau national d'élus de 35 collectivités, dont le but est de mutualiser des pratiques et d'effectuer du lobbying au niveau national et européen. Cette initiative, reconnue comme non corporatiste, reçoit plutôt un bon accueil. L'avancée majeure de ce manifeste est le rassemblement des acteurs, après des années de clivages et de querelles intestines. Mais déjà des pistes de progression apparaissent. Le manifeste est encore trop axé sur l'insertion par l'activité économique et les publics en difficulté, au sein d'un système binaire (économie solidaire / économie classique). Or, rassembler des acteurs, c'est aussi créer autrement de l'activité. Le manifeste n'évoque pas non plus les systèmes d'échanges non monétaires (SEL, SOL) qui ont le mérite de poser la question de l'échange, de montrer l'économie du lien plutôt que du bien. L'engagement des syndicats va, enfin, permettre d'ouvrir la nécessaire réflexion sur le service public. Et pour aller plus loin, il faudra organiser des rencontres avec des réseaux d'ailleurs pour enrichir la réflexion occidentale.

### **Vers un manifeste de l'économie pluridimensionnelle ?**

A Sylvain Allemand qui propose, pour dépasser les clivages et en guise de conclusion, de s'atteler à un « manifeste pour l'économie plurielle », Claude Alphandéry rétorque que le grand projet de notre société est bien de parvenir à une économie pluridimensionnelle : publique, de marché, alternative. Ce manifeste a le mérite d'avoir réuni des personnes qui n'avaient pas les mêmes visions. « *Ce n'est qu'un début ! Le manifeste doit s'enrichir de vos observations par le biais du site [www.sinvestir.org](http://www.sinvestir.org).* »

# Économie politique de l'action sociale

## Conférence et débat avec Pierre Naves, co-auteur de *Économie politique de l'action sociale* (Dunod)

Énarque, chercheur, enseignant à l'université de Marne-la-Vallée, militant associatif et, tient-il à préciser, père de famille, Pierre Naves a choisi de défricher un champ des sciences sociales jusqu'à présent délaissé : l'économie politique de l'action sociale.

### Un secteur économique gigantesque

L'action sociale (associations et fondations) n'est qu'une des composantes de l'économie sociale et solidaire, qui englobe également les coopératives, les mutuelles et les organismes paritaires. Mais son champ d'intervention est gigantesque. S'agissant du public concerné, des millions de personnes ont des besoins qui relèvent de l'action sociale : protection de l'enfance, personnes en difficulté en termes de santé, d'emploi, de logement, d'éducation... Côté moyens mis en œuvre : 1,8 million de professionnels (dont 800 000 travailleurs sociaux), des bénévoles représentant 250 000 emplois à plein temps, plus de 100 000 organismes, 170 milliards d'euros de crédits publics (l'équivalent du domaine de la santé).

### Qu'est-ce que l'économie politique ?

Étudier l'économie politique de l'action sociale, c'est s'intéresser à ses aspects techniques (quelles compétences sont nécessaires ?), éthiques (de quelle façon s'autorise-t-on à intervenir dans la vie privée ?), juridiques (quels droits sont reconnus aux personnes, quelles procédures sont définies ?), gestionnaires (quels moyens emploie-t-on ?) et enfin politiques, afin de fixer tous ces cadres. L'économie politique ne se résout pas à de la gestion.

### Évaluation et reconnaissance

Dans l'action sociale, les processus de création de valeur sont les interventions sociales. Se pose la question de la valeur, et donc de l'évaluation. Quatre niveaux d'évaluation se distinguent : celui des politiques publiques, celui des systèmes territorialisés d'action, celui des services et établissements et enfin celui des situations individuelles. Pour Pierre Naves, « *il faut se poser la question du bon niveau de territoire et mettre en synergie les acteurs, ce qui est justement la démarche des écosolies.* » Pierre Naves appelle aussi à considérer les bénévoles comme des « professionnels non rémunérés », ce qui aura tendance à accroître la qualité du service rendu, plutôt que comme des supplétifs sympathiques et un peu embarrassants.

### La place de l'insertion par l'activité économique

Pour certains, l'IAE constitue une forme très perverse de maintien aux marges de la société. A contrario, Pierre Naves et son équipe développent la thèse que l'IAE est un laboratoire pour de nouvelles modalités d'intervention sociales.

L'IAE se heurte à la difficulté de solliciter à la fois des services d'action sociale et ceux chargés du développement économique. Sa place dans le secteur marchand est réduite, même si les oppositions de principe les plus virulentes ont presque disparu, en particulier dans le secteur du bâtiment. L'Institut Montaigne, cercle de réflexion présidé par Claude Bébéar, a même publié un rapport qui soutient l'insertion par l'activité économique ([www.institutmontaigne.org](http://www.institutmontaigne.org)). Pour autant, déplore Sophie Savourel, directrice de la régie de quartiers d'Angers (150 salariés), le déficit d'image est réel et freine l'obtention de chantiers. Pour Pierre Naves, la reconnaissance passe par l'obtention d'un label professionnel (type Qualibat), en plus de la valeur ajoutée humaine.

### Les petites structures ont aussi des atouts

Pierre Naves se montre admiratif : « *Un entrepreneur de l'insertion par l'activité économique est un entrepreneur plus doué qu'un autre car il a plus de contraintes.* » Corinne Barbat (coopérative de conseil Aviso) pointe le hiatus entre les obligations de résultats des entreprises d'IAE et l'absence d'obligations de moyens de la part des institutions. Pierre Naves estime que la logique

### Compte - Rendu des Journées d'Études et de Mobilisation de l'ESS

réalisé par Sophie Daguin avec l'appui d'Hervé Gouil



contractuelle, soutenue par l'Europe, finira par s'imposer. En attendant, les structures doivent connaître les risques qu'elles prennent et éventuellement arriver au contentieux pour faire évoluer les pesanteurs françaises. « *On s'épuise, souffle Colette Barbelivien (Cultiv'art). On n'a pas le temps d'être à la fois sur le terrain, de monter les dossiers de subvention et de s'occuper de nos familles. On se fait toujours dépasser par les grosses structures qui deviennent avant tout des gestionnaires en oubliant leur but premier.* » Vrai, reconnaît Pierre Naves, mais une petite structure est aussi plus « *rusée, rapide, maniable, vaillante* ».

### **Vers une action sociale co-produite ?**

Frédéric Gay (Etymon, Toulouse) signale plaisamment un créneau pour une future association : la médiation sociale entre services publics. À moins que cette médiation ne se fasse par la simple mise en mouvement du fait des initiatives prises par les structures : « *ils ne pourront pas faire autrement que de suivre !* ». Un point de vue auquel Étienne Fabry, directeur de l'emploi à Nantes Métropole, apporte un contrepoint. D'une part, la volonté politique peut lever ces difficultés. Aux élus de donner la feuille de route pour mettre les services internes en ordre de marche ! Et puis, « *les acteurs publics ne sont pas des suiveurs. Nous sommes dans une co-construction, ce qui amplifie la marge de manœuvre de l'action publique.* »

Place, donc, aux entrepreneurs sociaux, auxquels Pierre Naves adresse un encouragement : « *Pratiquement sur tout, quelqu'un a fait quelque chose quelque part. Allez voir, cela vous facilitera la vie et accélérera vos résultats !* »

## Le rôle et l'implication des médias dans le développement de l'ESS

Table ronde animée par **Pascal Massiot**, radio Jet FM (Saint-Herblain), à laquelle ont participé :

- **Éric Dalsa** et **Guillaume Durand**, journal associatif L'Égaré (trimestriel, 2 numéros parus), La Montagne
- **Yann-Patrick Bazire**, radio Ethic ([www.radioethic.com](http://www.radioethic.com)), Monaco
- **Thierry Brun**, rédacteur en chef de Politis (hebdomadaire indépendant), Paris
- **Cécile Thomas**, Médiagraph, association de sensibilisation au multimédia et de promotion des logiciels libres, Nantes
- **Xavier Cossé**, rédacteur en chef adjoint de France 3 Pays de la Loire
- **Hélène Lafosse et Julio**, radio PoumPoum, Nantes
- **Brigitte Braud**, FIP (groupe RadioFrance)
- **Gérard Aubron**, radio associative Alternantes
- **Christophe Arthous**, radio associative Sun FM, Nantes
- **Walter Bouvais**, fondateur du mensuel Terra Economica, Nantes

### Les postures : de l'intérêt militant à la neutralité de principe

La question de l'implication des médias dans le développement de l'ESS dégage d'emblée une ligne de faille entre médias alternatifs, ouvertement militants (Alternantes, Sun FM, Terra Economica, radio Ethic, L'Égaré, radio PoumPoum...), et médias classiques posant une neutralité de principe. Xavier Cossé (France 3) explique : « *La question du rôle qu'elle pourrait avoir dans le développement de l'ESS ne travaille pas la rédaction : elle n'a pas lieu d'être dans la mesure où notre logique est le traitement de l'actualité. Aujourd'hui, les écosolies se posent la question de la médiatisation. La visibilité viendra du travail des militants. Il faut une montée en puissance pour obtenir une diffusion médiatique.* » Jean-Paul Huard (Nantes Métropole) acquiesce : aux acteurs de l'ESS de diversifier leurs actions pour jouer sur les différents niveaux de médiatisation.

### L'économie n'a pas bonne presse...

Le premier frein à la médiatisation de l'ESS ne serait-il pas le manque d'information et de formation des journalistes ? Pour Thierry Brun, de Politis, les journalistes ne sont effectivement pas formés, même à l'économie « classique ». Faux problème, estime Gérard Aubron, d'Alternantes : « *la formation n'est pas le sujet, il faut que le journaliste soit ouvert et apprenne à réfléchir.* » Faute de quoi s'instaure une sorte de simplisme institutionnalisé dans le traitement des sujets économiques. Une tendance dénoncée par Jean-Philippe Magnen (élu de Nantes Métropole) : la sphère politique a acquis des réflexes de communication sur la vie économique réduits à deux indicateurs, le taux de croissance et le taux de chômage. Or ceux-ci ne sont pas forcément synonymes de bonne santé sociale. « *La vraie question, pour les politiques, est donc : comment montrer qu'il y a d'autres appréciations de la vie en société ?* » Le journaliste se devant, lui, d'être pédagogique, estime Gérard Aubron : « *Notre rôle et notre spécificité, en tant que média alternatif, sont de prendre le temps d'expliquer les choses.* » Et de critiquer l'économie classique, pour Walter Bouvais (Terra Economica) : « *Nous voulons favoriser l'initiative.* »

### Qu'attend l'ESS des médias ?

Inversant le questionnement initial, Hélène Lafosse (Poumpoum, radio itinérante et intermittente) interpelle les acteurs de l'ESS : quel est leur besoin, quel est leur désir de se faire connaître ? L'ESS soupire-t-elle après les mass media, ou est-elle prête à se tourner vers « *les petits médias plus pénétrants dans les mentalités ? Nous sommes petits, mais faites-nous confiance pour drainer vos idées, les archiver, les colporter.* » La réponse fuse : le premier besoin est celui de tout entrepreneur, faire connaître son activité. « *Mais les médias nationaux nous questionnent de façon restrictive sur l'activité, alors que nous sommes aussi acteurs de l'ESS. Et seuls les médias*

### Compte - Rendu des Journées d'Études et de Mobilisation de l'ESS

réalisé par Sophie Daguin avec l'appui d'Hervé Gouil

*modestes et militants nous interrogent à ce propos »* témoigne Andrée Terrien (CAE L'Ouvre-Boîtes 44). C'est pourquoi, explique Cécile Thomas (Médiagraph), *« nous encourageons les personnes qui créent un site internet à publier une page sur leurs valeurs. Et à n'aborder la presse que lorsque leur projet est parfaitement bien défini. »*

### **Comment aborder les médias ?**

Pour Sylvain Allemand (journaliste, prochainement collaborateur d'Alternatives économiques), les acteurs de l'ESS doivent oser aborder les médias classiques. *« Des entrepreneurs ont connu un déclic après une médiatisation. »* Pas sans préparation, estime Clotilde Sers chargée de développement de l'Urscop : *« on ne s'improvise pas communicant »*. Une vision à laquelle David Rival (animateur sur Sun FM) oppose la spontanéité et l'authenticité : *« communiquer, c'est tenter de rejoindre l'autre. »* Ce qui ne dispense pas les acteurs de l'ESS d'apprendre à connaître aussi les journalistes et leurs fonctionnements, estime Yann-Patrick Bazire (Radio Ethic). Selon lui, le meilleur mode de communication est le partenariat avec un média, comme cela a été réalisé entre France 3 et la Semaine de la solidarité internationale. Un minimum de connaissance et d'adaptation au média visé paraît donc nécessaire. *« Je suis prête à réfléchir à une rubrique consacrée à l'ESS, propose Brigitte Braud (FIP), mais adaptée à notre format limité et à notre public. Nous pouvons servir d'alerte, donner envie d'aller voir plus loin. »*

### **Le journalisme en questions**

*« De grandes questions sont devant nous »*, estime Xavier Cossé (France 3). D'abord, celle du pluralisme de la presse, aujourd'hui insuffisant. Celle de la structuration des médias de service public, pour résoudre l'écartèlement entre parisianisme et proximité. Celle des partenariats à nouer et de la participation des citoyens aux médias. Celle de la représentativité, ajoute Hélène Lafosse (radio Poumpoum) : *« Nous proposons quelque chose de différent, mais que représentons-nous ? »* Celle de l'incohérence entre la ligne éditoriale affichée et les annonceurs, assène Éric Dalsa (L'égaré). Des questions dont nous sommes tous, acteurs de l'ESS, citoyens, journalistes, invités à nous emparer.

## En guise de synthèse

Que retenir de ces premières journées d'études de l'année 2007, consacrées à la création d'activités et d'emplois ? Hervé Gouil, l'animateur des débats, a identifié quelques points forts, complétés par le regard « extérieur » de Sylvain Allemand.

### Des journées sous le signe de la cohésion et de l'échange

Les écosolies avaient invité des journalistes, des élus, des syndicats, des personnalités influentes dans l'optique de les convaincre de l'intérêt de l'ESS. Finalement, ces invités ont donné eux-mêmes des exemples d'engagement, et prouvé, s'il le fallait, que les participants des écosolies ne sont pas isolés. Sans les inscrire sous le vocable d'économie sociale et solidaire, beaucoup de personnes travaillent aujourd'hui sur les questions du « comment bien vivre » et « comment être utile à l'autre ». Les mutations de l'environnement sont favorables et donnent du souffle à ces initiatives. Le croisement de personnes qui n'ont pas les mêmes compétences mais ont les mêmes objectifs permet l'innovation, qui est une caractéristique des initiatives de l'économie sociale et solidaire. Innovation qui se nourrit également de la transmission entre les générations, comme le montrent le renouveau d'initiatives d'habitat coopératif.

### Des encouragements à faire preuve d'ambition

Ces journées de réflexion ont aussi confirmé de futures pistes de travail : répondre au besoin de mesure et d'évaluation, faire évoluer les représentations. Un certain nombre de partenaires encouragent les acteurs à « changer de braquet », ou d'échelle, à s'intéresser au secteur de l'industrie, en tout cas à s'organiser et à mettre en commun. En tant que structure, les écosolies semblent maintenant avoir une maturité suffisante pour aborder des questions lourdes (les valeurs, le rôle du politique...) qui auraient pu conduire à l'échec si elles avaient été abordées dès les premières rencontres de l'inter-réseau.

### Poreux plutôt que peureux !

C'est dans l'échange qu'on complète les expériences. Ces journées auront expérimenté l'ouverture, apporté la preuve de la capacité d'entraînement des acteurs. Il est naturel d'avoir une grande ambition, et il est rassurant à travers des initiatives concrètes, des témoignages, des apports théoriques de savoir que c'est possible. C'est encore le mot « réseau » qui conclut le mieux ces échanges : il importe peu d'être gros ou petit, le principal étant de ne pas rester isolé !

### Le regard de Sylvain Allemand

Invité en tant que conférencier, Sylvain Allemand aura finalement assisté et participé (à son corps défendant, assure-t-il !), à la totalité des débats des deux journées. Son regard neuf sur les écosolies constitue une contribution précieuse :

*« J'ai été surpris par la technicité et l'ingénierie d'intervention des acteurs. Je n'ai pas tout compris ! Votre apport tient à l'intrication entre les plans empiriques et théoriques, pratiques et politiques. À mon sens, L'ESS doit faire la preuve qu'elle a des enjeux théoriques, pour tenir la dragée haute à la science économique « classique ».*

*L'économie sociale et solidaire est une autre grille de lecture de l'actualité. C'est très stimulant ! Cela donne envie de tout regarder par ce prisme : pourquoi pas des écosolies du sport, par exemple ? Je découvre que je ne vois plus le monde de la même façon depuis que je fréquente les acteurs de l'ESS. L'intervention d'Anne Dhoquois m'a fait prendre conscience que j'appartenais à une communauté virtuelle des journalistes qui acceptent de prendre le temps de vous rencontrer. Mais je revendique le droit de continuer à parler de l'ESS de l'extérieur. »*